

Numéro 29 - Mars/Avril 2011 - 1er Trimestre

ÉNERGIE & STRATÉGIE

Le magazine de la Fédération de l'Énergie

Politique énergétique

SCÉNARIO 2012-2030



Solaire : deux conventions signées à Ouarzazate



La fédération célèbre son Xème anniversaire

Lettre Royale

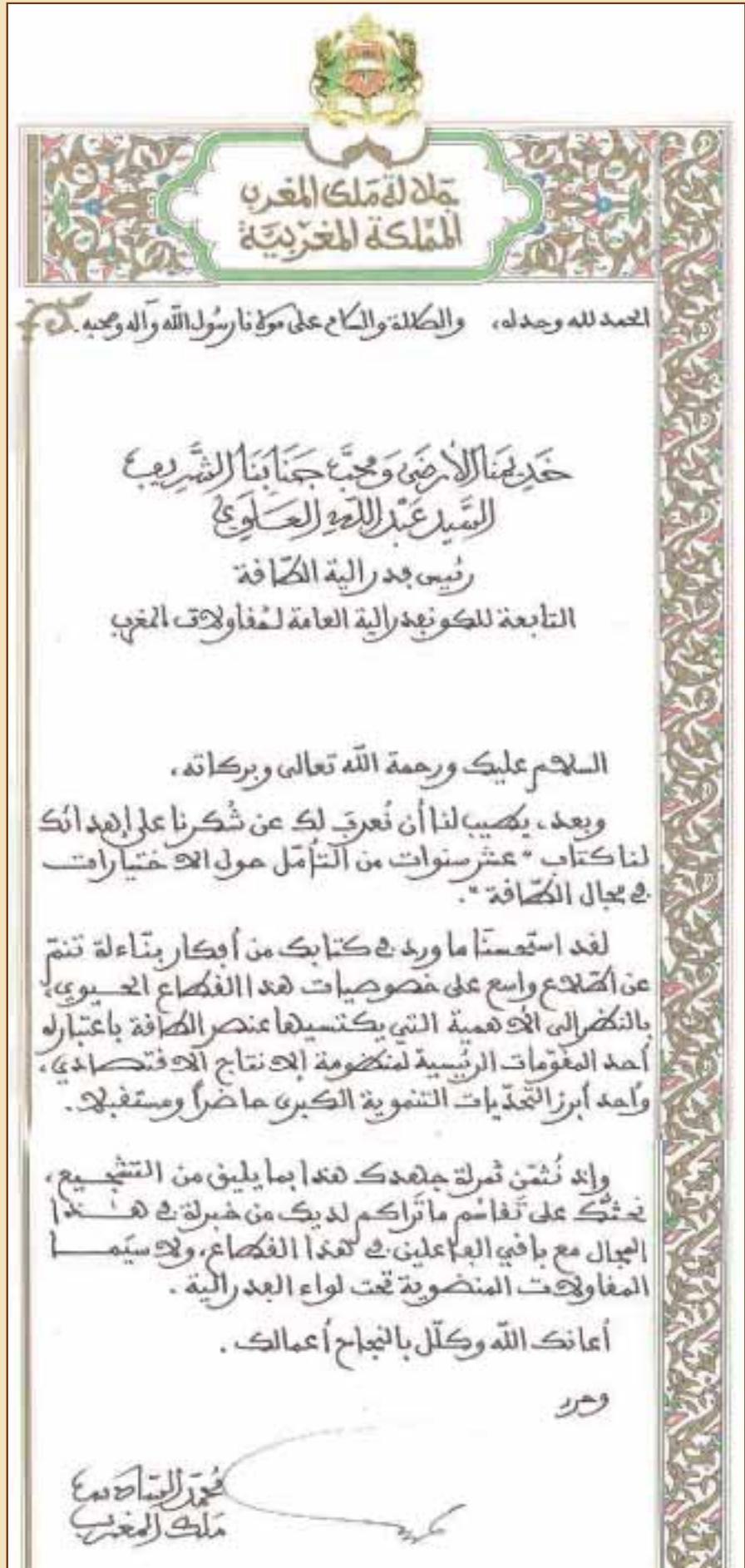
TRADUCTION DE LA LETTRE
ROYALE ADRESSEE A MOULAY AB-
DALLAH ALAOUI, PRESIDENT DE
LA FEDERATION DE L'ENERGIE

Grand Sceau de
Sa Majesté Mohammed VI

Sa Majesté le Roi du Maroc
Royaume du Maroc

Louanges à Dieu Seul, que la bénédiction et salut au prophète Mohammed, à ses proches, et à ses compagnons. T A Notre fidèle serviteur Monsieur Abdallah ALAOUI, président de la Fédération de l'Energie, de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM).
Salut et Bénédiction sur toi,
Ensuite, Il Nous est agréable de t'exprimer nos remerciements pour le livre que tu Nous as offert sur « 10 ans de réflexion sur les choix énergétiques », Nous avons apprécié grandement les idées constructives, exposées dans ton livre et qui reflètent de ta part, une large connaissance des spécificités de ce secteur vital, et de son importance, étant considéré comme un levier essentiel de la production économique et du développement et constitue un des plus grands défis du présent et du futur.
Tout en accordant le plus grand intérêt au fruit de ton effort, qui mérite encouragement, Nous t'exhortons à partager l'expertise que tu as acquise dans ce domaine avec les acteurs du secteur et particulièrement avec les entreprises affiliées sous la bannière de la Fédération.
Que Dieu t'Assiste et couronne de succès tes actions.

Signé : Mohammed VI
Roi Du Maroc

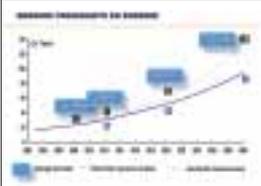
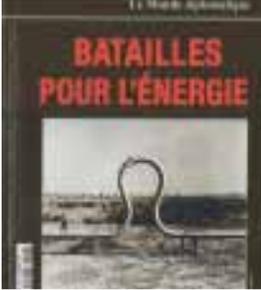




Sa Majesté Mohammed VI à Ouarzazate

Sommaire

N° 29 - Mars/Avril 2011

Lettre Royale adressée à Moulay Abdallah Alaoui	2		36	Moulay Abdallah Alaoui, Président de la Fédération, auteur du livre
S.M. le Roi à Ouarzazate	3		37	Reportage photographique de la cérémonie du 24 Janvier 2011
Editorial « L'avant et l'après » Fédération	5		42	Rachid Idrissi Kaitouni, Président du GPM
Energie News Nouvelles du Maroc sur l'énergie	6		43	JM. Chevalier, Directeur du Centre de Géopolitique en France
Mme Benkhadra sur tous les fronts Abou Dhabi, Paris, Londres, Doha...	8		44	Richard Lavergne, Conseiller au ministère français
Dossier : Politique énergétique	9		45	Témoignages lors de la cérémonie et par correspondance.
Le discours fondateur de Ouarzazate devant S.M. le Roi (Oct. 2010)	10		46	Energie & Economie
Plan de développement énergétique	12		47	M.A.Alaoui analyse les nouveaux enjeux économiques et financiers (MENA)
Un développement économique et social accéléré	15		48	Le baril à 120 \$; Quelles répercussions sur le Maroc ?
Besoins croissants du Maroc en énergie (scénarios 2012-2030)	16		49	La crise de la caisse de compensation
Objectifs et plans d'action de la nouvelle stratégie énergétique	17		50	Fluctuations du prix des matières premières et leurs conséquences
Montée en puissance des énergies renouvelables ; atouts du Maroc	18		51	Les profits des majors servent leur quête de nouveaux gisements
Eolien et Solaire Les projets marocains intégrés	19		52	Dépendance de l'extérieur et tendance haussière des cours
Energies renouvelables : Opportunités d'investissement au Maroc	20		53	Projets du Maroc avec l'Etranger
Les perspectives du gaz naturel sous l'œil de l'AIE	21		54	Coopération internationale
Opérateurs & Associés	24		55	Loi N° 13/09 portant création de la société « MASEM »
Trois acteurs importants autour de l'ONE (ADEREE, SIE et MASEN)	25		56	Le monde de l'Energie : tour d'horizon international.
Les lubrifiants d'Afrique certifiés ISO...	28		57	Etudes & Environnement
Shell conclut des accords avec Vitol et Helios	29		58	Charte nationale de l'environnement et du développement durable
Interview d'un responsable de Total-Maroc	30		59	Appel d'Offres N° 15/xxxx, relatif aux bonnes pratiques (Energies renouvelables).
2001-2011 : Xème anniversaire	31		60	L'Energie dans les médias
Cérémonie de Présentation du secteur et de l'auteur du livre	32		61	Dossiers de la presse sur le secteur Les Echos, L'Economiste, Le Reporter...
Madame Benkhadra, ministre de l'Energie et des Mines	34		62	Le Monde Diplomatique « Ebrïété » ou « sobriété » ...
M. Horani, Président de la CGEM B. Jaï, DG d'Attijariwafabank	35		64	L'ouvrage : « 10 ans de réflexion sur les choix énergétiques ».



Magazine de la Fédération de l'Energie
23, rue Mohamed Abdou - Palmiers,
Casablanca - 20340
Tél. : (212)0522 99 70 71/72 - Fax : (212)0522 98 52 80
Email : fedenerg@menara.ma

Directeur de la Publication
Moulay Abdallah Alaoui

Comité Scientifique
Med Bennani Smirès, Rachid Idrissi Kaitouni,
Saïd Mouline

Rédacteur en Chef
Fouad Nejjar

Conception et réalisation
Aveprod

13, rue des Tuileries - Palmiers, Casablanca
Tél. : (212)0522 25 65 42 - Fax : (212)0522 25 64 83
Email : aveprod01@gmail.com

Impression
Edit

L'Avant et l'Après Fédération

Par Moulay Abdallah Alaoui

Que de chemin parcouru en dix ans ! Tant pour le Maroc que pour la Fédération. En 2001, date de sa création, la libéralisation du secteur n'était encore qu'à ses débuts, les structures en voie de développement et les choix stratégiques difficiles. D'autant plus que les pouvoirs publics devaient prendre résolument une orientation qui allait engager le pays pour longtemps pendant et que les opérateurs économiques privés – les distributeurs pétroliers notamment – sortaient de l'expectative pour demander un toilettage de la structure des prix et un retour sur investissement acceptable. Par ailleurs, la Caisse de Compensation accusait des arriérés de règlement, ce qui constituait un handicap pour leur trésorerie et leur compte d'exploitation. Ce rappel de la situation qui prévalait en dit long sur les progrès accomplis, même si tous les indicateurs ne sont pas encore au vert. Bénéficiaire de l'ouverture du marché depuis 2006, réglementé et mieux structuré, le secteur de l'Énergie est, aujourd'hui, l'un des moteurs du développement du pays et de sa modernisation. Mieux, il intéresse de nombreuses sociétés internationales qui projettent d'y effectuer d'importants investissements; autant dire qu'il est devenu réellement porteur. Cette avancée rapide, voire exception-

nelle, n'aurait pu être réalisée sans la conjugaison des efforts du Gouvernement de SM Le Roi, des acteurs privés des différentes filières et des associations. Notre fédération y a contribué grandement par sa force de proposition et le rôle de courroie de transmission qu'elle a joué entre toutes ses composantes. Il faut aussi rendre hommage à l'Autorité de tutelle qui n'a jamais fermé la porte au dialogue, restant constamment à l'écoute des doléances tout en préservant, tant que faire se peut, les intérêts de chacun. C'est dans ce sens et avec un esprit toujours aussi constructif que nous entendons continuer à servir l'Énergie. Pour paraphraser Jean Marie Chevalier, un des grands spécialistes français en la matière, non moins connaisseur et ami du Maroc, il y a un « Avant » et un « Après » Fédération dans le domaine énergétique. Son appréciation nous conforte dans l'idée que les dix années qui viennent de s'écouler, ont été judicieusement mises à profit pour réfléchir – et agir - au développement harmonieux du secteur. Sa feuille de route est maintenant tracée pour faire face aux enjeux considérables et aux mutations que connaît le monde. L'Énergie conditionne le progrès économique de chaque pays et y prend une place de plus en plus importante. Notre rôle aussi. ■



« **Bénéficiaire de l'ouverture du marché depuis 2006, réglementé et mieux structuré, le secteur de l'Énergie est, aujourd'hui, l'un des moteurs du développement du pays et de sa modernisation.**



La CGEM, représentée dans le Conseil Economique et Social

« La création du Conseil économique et social est un événement majeur devant contribuer à l'accélération du développement de notre pays » a estimé Mohamed Horani, Président de la CGEM et membre du conseil. La représentation au sein du conseil des entrepreneurs, des salariés et de la société civile, « va garantir l'efficacité de ses actions au service du seul intérêt général et la promotion d'un développement économique

équilibré » a-t-il ajouté. Pour sa part, Moulay Abdallah Alaoui président de la Fédération de l'Énergie, également membre du CES, a rappelé lors de la première réunion de cette nouvelle institution, tenue le 7 mars à Rabat, qu'il ne fallait pas brûler les étapes et réagir dans le cadre d'échéances politiques. C'était pour répondre à quelques membres qui souhaitaient que le gouvernement accélère le rythme des réformes.

Moulay Abdallah Alaoui, membre du CES

J'ai perçu ce discours comme la naissance d'une troisième marche du Royaume. La Monarchie a en effet toujours été la clé de voûte des institutions et a toujours pris des initiatives : sous le règne de Mohammed V, il y a eu la révolution du Roi et du peuple ; sous l'ère Hassan II, nous avons assisté à la Marche verte ; aujourd'hui, Mohammed VI est à l'origine d'une nouvelle Constitution, d'une nouvelle organisation du Parlement... soit un nouvel élan vers un meilleur avenir pour le Maroc. Pour cet accomplissement, les partis politiques sont appelés à œuvrer pour une démocratie dépassionnée et cela doit passer par un rajeunissement de leurs troupes, afin que le renouvellement se traduise par une démocratie pérenne. L'enjeu sera aussi de mobiliser la société civile pour cette nouvelle ère qui se dessine, mais à condition qu'elle soit encadrée par le tissu associatif afin qu'elle puisse jouer pleinement son rôle.



ONHYM : Plus de 81 MDH d'investissements

Les investissements de l'Office des hydrocarbures et des mines (ONHYM) en matière d'exploration pétrolière au cours de l'année 2010 ont atteint 81,5 millions de dirhams (MDH) alors que ceux de ses par-

tenaires ont dépassé 745 MDH. Ces données ont été annoncées au cours de la septième session du Conseil d'administration de l'Office, tenue mi-mars à Rabat.

Table ronde de la CCBM

Les énergies renouvelables constituent à long terme la clé de la politique de développement durable, ont souligné, le 2 mars à Casablanca, les intervenants lors d'une table sur « Le Maroc et les énergies renouvelables : Stratégie, environnement et atout économique » organisée par la Chambre de commerce britannique au Maroc.

Ces énergies propres restent indissociables du développement durable, se trouvent au cœur des stratégies arrêtées (Maroc Vert, Plan Emergence, Vision 2030, Eau, Industrie, Tourisme et Habitat) et permettent de satisfaire les besoins croissants du Maroc en énergie.

SAMIR : Les ventes augmentent de 4 %

La SAMIR a réalisé, en 2010, un chiffre d'affaires de 37 milliards de DH en progression de 37 % par rapport à l'exercice 2009. « La profitabilité a enregistré une forte progression résultant de l'augmentation de la production dans un environnement de marges favorables et de l'impact positif des prix sur les stocks » a expliqué son Directeur général » Jamal Baâmer.

Les ventes totales de l'exercice passé ont affiché une augmentation de 4 % par rapport à 2009, pour atteindre 6,8 millions de tonnes. Sur le marché national elles ont pro-

gressé de 6 %. Le raffinage a concerné un volume de 6,54 millions de tonnes, soit une amélioration de 38 % par rapport à 2009. La production a augmenté de 36 % permettant de réduire les importations de produits finis de 60 %. Le management de la SAMIR a annoncé que l'effort d'investissement se poursuit à travers la construction de l'unité de raffinage n° 4, ce qui permettra à terme, d'augmenter la production, de baisser les coûts et d'améliorer davantage la profitabilité dans le respect des impératifs du développement durable.

Le Maroc invité d'honneur à Lyon

« Ce sont des projets intégrés. Il ne s'agit pas uniquement de produire de l'énergie électrique à partir des énergies renouvelables mais bien de développer une intégration industrielle au Maroc et de promouvoir la recherche, l'innovation et la formation des compétences » a affirmé Mohamed Adyel, Conseiller au ministère de l'Énergie et des Mines, en marge du Salon des énergies renou-

velables de Lyon (15-18 février) avec le Maroc comme invité d'honneur. Afin d'encourager l'intégration industrielle, a-t-il encore indiqué, une offre a été présentée pour inciter les industriels étrangers à venir au Maroc pour s'implanter et produire localement des équipements qui servent à la production de l'électricité à partir des énergies renouvelables.

L'EMI planche sur l'Énergie

Les énergies renouvelables : La couverture des besoins énergétiques au Maroc et le développement durable » a été le thème d'une journée d'études organisée à Rabat.

Les participants à cette rencontre, organisée par le club « Énergie électrique »

Amina Benkhadra sur tous les fronts

LE PREMIER TRIMESTRE DE 2011 A ÉTÉ RICHE EN DÉPLACEMENTS POUR MME BENKHADRA, MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT. ELLE S'EST RENDUE SUCCESSIVEMENT À ABOU DHABI, BERLIN, LONDRES, RYAD, DOHA, ALGER ET PARIS

Sommet mondial des énergies du futur

Mme Amina Benkhadra, s'est entretenue, mi-janvier à Abou Dhabi, avec le président exécutif du groupe émirati spécialisé dans les énergies renouvelables « Masdar », Sultan Ahmed Jaber, des moyens de renforcer la coopération bilatérale en matière d'énergies renouvelables. La participation du Maroc à ce Sommet, démontre la volonté du Royaume de promouvoir la coopération bilatérale en matière d'énergies renouvelables, et la disposition des Emirats Arabes Unis à consolider le partenariat avec notre pays dans le domaine des énergies propres.

Le Maroc s'expose au Bundestag

Devant les responsables marocains et allemands, suivant les problèmes de l'Énergie, le Bundestag (Parlement allemand) a abrité, le 27 janvier, un forum sur le Programme marocain des énergies renouvelables.

Les grandes lignes du projet intégré de l'énergie solaire et les étapes parcourues dans la réalisation des grands projets, inscrits dans le cadre de la stratégie nationale, ont été présentés aux parlementaires et professionnels allemands.

MENA : perspectives d'investissement

La conférence sur les perspectives d'investissements dans le domaine énergétique dans la région (MENA) qui s'est tenue le 31 janvier à Londres (Chatham House), a compté la participation du Maroc, représenté par une importante délégation, dirigée par Mme Benkhadra, et à laquelle ont participé plusieurs responsables gouvernementaux et experts britanniques. La Conférence examinait les questions relatives aux réserves de la région ainsi qu'à la demande et aux plans d'investissement dans ce secteur stratégique.

Forum international de l'énergie

Les travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du Forum international de l'Énergie (IEF), se sont déroulés à Ryad, avec la participation de plusieurs ministres du Pétrole et de l'Énergie de nombreux pays dont Amina Benkhadra.

La réunion de l'IEF, a porté notamment sur l'adoption et la signature par 87 pays membres de la Charte du secrétariat général du Forum, qui vise à renforcer le dialogue entre producteurs et consommateurs en vue d'accroître la transparence et la stabilité des marchés énergétiques.

Coopération tous azimuts avec le Qatar

La haute commission mixte, présidée par le Premier ministre, Abbas El Fassi, et le président du Conseil des ministres, ministres des Affaires étrangères du Qatar, a été couronnée par la signature de plusieurs accords, programmes et mémorandums d'entente.

Il s'agit d'une lettre d'intention qui concerne la coopération industrielle dans le domaine des engrais chimiques, entre le ministère de l'Énergie et de l'Industrie qatari et le ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement au Maroc, de même qu'un accord d'aide administrative mutuelle pour la bonne application du code des douanes.

Du Gaz entre le Maroc et l'Algérie ?

Mme Amina Benkhadra, en visite mi mars en Algérie, a évoqué avec son homologue algérien, Youssef Youssfi, les possibilités de coopération et de partenariat dans les secteurs de l'énergie et des mines et des énergies renouvelables.

Cette visite, a été l'occasion d'examiner les possibilités de partenariat entre les deux

pays dans le domaine énergétique, notamment le Gaz, et de collaboration en matière des énergies renouvelables. Les deux parties ont également examiné le projet d'une société mixte d'électricité, ainsi que les possibilités de coopération en matière de formation dans les différents secteurs liés à l'énergie et les mines.

« Décisif » pour les français !

Discours royal annonçant des réformes institutionnelles « Ce discours important, porteur d'un extraordinaire espoir et qualifié d'historique par les commentateurs, est, pour nous investisseurs, décisif », a souligné Mme Parisot, présidente du MEDEF lors d'une rencontre-débat sous le thème « Réformes et croissance, où en est au Maroc ? ». organisé le 23 mars à Paris. Plus nous approfondissons la démocratie, plus nous nous donnons de chance d'approfondir la paix, la croissance et la prospérité », a-t-elle assuré.

Dans une déclaration à la presse au terme d'un entretien avec une délégation de six ministres marocains en visite en France dans le même contexte (MEDEF/GGEM) M. Juppé a dit notamment :

« Nous espérons de tout cœur que cette réforme constitutionnelle réussira et qu'elle obtiendra le soutien de la plus grande partie de l'opinion », précisant que ce sera un enjeu important, parce que ce sera un modèle d'évolution positif » pour la région ». Sur le plan économique, M. Juppé a affirmé que « les entreprises françaises sont très présentes au Maroc et sont prêtes à poursuivre leur investissement ».

Le projet solaire de OUARZAZATE intéresse les sociétés internationales

SM LE ROI MOHAMMED VI A PRÉSIDÉ LE 10 OCTOBRE 2010, AU SITE DU COMPLEXE ÉNERGÉTIQUE SOLAIRE DE OUARZAZATE, LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURE DES CONVENTIONS PARACHEVANT LE CADRE INSTITUTIONNEL DE RÉALISATION DU PROJET INTÉGRÉ D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE SOLAIRE, CONFIEE À L'AGENCE MASEN.



La première convention, engageant l'Etat et MASEN, a été signée par le Premier Ministre Abbas El Fassi et le Président du Directoire de la société MASEN Mustapha Bakkoury.

Cette cérémonie fait suite à la Séance de travail présidée le Souverain, le 9 Octobre 2010, et au cours de laquelle Il a donné Ses Hautes Instructions aux parties concernées pour s'en tenir strictement au calendrier de réalisation du plan solaire marocain et de ne ménager aucun effort pour que ce défi que s'est lancé le Maroc, comme pour tous les grands projets qui sont menés, se matérialise au bénéfice de son développement et du bien-être de sa population.

Une priorité majeur

A cette occasion, Mme Benkhadra, Ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, a rappelé, dans un important discours fondateur, les étapes franchies dans la mise en oeuvre des grands projets d'énergie renouvelable initiés dans le cadre de la stratégie énergétique du Royaume qui fait du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique une priorité nationale. La réalisation, d'ici 2020, des deux programmes so-

laire et éolien de 2000 MW chacun traduit l'expression concrète de la priorité majeure que Sa Majesté le Roi accorde au développement des énergies renouvelables comme le moyen optimal permettant au Maroc de répondre aux défis de la sécurité d'approvisionnement, de la préservation de l'environnement et du développement durable. Ces projets ne sont pas limitatifs car les programmes de production d'électricité à partir de sources renouvelables sont largement ouverts à l'initiative privée nationale et internationale, comme le stipule la nouvelle loi 13-09 relative aux énergies renouvelables promulguée en février 2010. Ainsi depuis le lancement de ce nouveau projet en Novembre 2009 par SM le Roi, de nombreuses actions ont été réalisées relatives notamment à la mise en place d'un cadre législatif et institutionnel approprié. Mme Benkhadra a également précisé que la protection des ressources est une donnée essentielle pour le développement harmonieux de la région. Celle-ci est d'ailleurs illustrée par les actions entreprises pour optimiser l'utilisation des ressources hydriques nécessaires pour le développement économique et social de la région.

L'adjudicataire, connu en 2011

De son côté, M. Mustapha Bakkoury, Président du Directoire de la MASEN a, dans une allocution similaire, présenté l'état d'avancement du plan solaire marocain de 2000 MW et les actions réalisées particulièrement pour la première centrale de 500 MW d'Ouarzazate ainsi que les perspectives de développement du projet global.

En effet, le développement du complexe solaire d'Ouarzazate qui sera réalisé sur une superficie de 2500 hectares, a franchi d'importantes étapes ayant permis de qualifier le site, de lancer l'appel à manifestation d'intérêt auquel ont participé 200 entreprises, d'étudier les configurations technologiques, d'élaborer les schémas institutionnel et de finance-

ment et d'enclencher le processus de pré-qualification des développeurs pour la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance et le financement des centrales. 19 groupes internationaux ont été pré-qualifiés pour la réalisation de la centrale d'Ouarzazate.

La qualité et le nombre des candidats à la dite pré-qualification témoignent du fort intérêt d'opérateurs de premier plan à l'échelle nationale et internationale. Ce processus étant bien engagé, il permet de prévoir le lancement de l'Appel d'Offres avant la fin de l'année 2010 et

le choix de l'adjudicataire au courant du deuxième trimestre de l'année 2011.

En outre, la cohérence de la vision de notre pays relative aux énergies renouvelables, la crédibilité de notre pays sur la scène internationale et le bon déroulement de la réalisation du plan solaire, ont favorisé l'adhésion de grandes institutions financières qui ont marqué un intérêt de principe pour le financement du projet à des conditions préférentielles.

Il est à préciser que les conventions signées aujourd'hui, sous la Présidence Effective de Sa Majesté Le Roi fixent le cadre d'intervention dans les différentes phases du Plan Solaire autant par l'Etat que par MASEN et l'ONE en sa qualité de partenaire stratégique dans la fourniture, le transport et l'export de l'énergie électrique qui sera produite par les centrales solaires.

Deux importantes conventions

La 1ère convention, engageant l'Etat et MASEN, a été signée par le Premier Ministre Abbas El Fassi et le Président du Directoire de la société précitée, Mustapha Bakkoury.

Elle porte notamment sur l'assistance que doit fournir l'Etat pour faciliter la réalisation du programme en termes d'acquisition de terrains, d'exploitation des projets solaires et de leur financement et des actions qui doivent être menées par la société MASEN.



La deuxième convention qui a été signée au nom de l'Etat par Salaheddine Mezouar, Ministre de l'Economie et des Finance Amina Benkhadra, Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement ainsi que par Ali Fassi Fihri, Directeur général de l'ONE et Mustapha BaKkoury, Président du Directoire de la société précitée, spécifie les aspects de réalisation des centrales solaires, leur fonctionnement, leur raccordement aux réseaux marocain et international ainsi que la commercialisation de l'énergie produite.

Ont assisté à cette importante cérémonie les conseillers de SM le Roi, les membres du gouvernement, les présidents de la chambre des représentants et de la chambre des conseillers, les présidents de groupes au Parlement, des représentants des missions diplomatiques, des hauts responsables des établissements publics, des banques, assurances, fédérations de la CGEM et de nombreux opérateurs nationaux et étrangers.

A l'issue de cette cérémonie, SM le Roi a effectué une tournée dans le site du complexe solaire de Ouarzazate qui sera réalisé sur une superficie d'environ 2.500h et qui est situé à près de 10km au nord-est de Ouarzazate et à environ 4 km au nord du barrage Mansour Eddahbi. ■

La deuxième convention spécifie les aspects de réalisation des centrales solaires, leur fonctionnement, leur raccordement aux réseaux marocain et international ainsi que la commercialisation de l'énergie produite.

Les Enjeux majeurs

Dans sa présentation, Mme Benkhadra a mis l'accent sur la transition énergétique au niveau mondial ; le monde sera, en effet, confronté à des enjeux majeurs :

- **L'émergence des pays en développement avec une forte croissance** de leur économie et de leur demande énergétique
- **Une pression exacerbée sur les énergies fossiles** qui, en épuisement progressif, resteront dominantes à des niveaux de prix élevés
- **L'urgence de limiter l'émission des gaz à effet de serre** et de lutter contre le réchauffement climatique
- **La nécessité impérieuse de la décarbonation** rapide des produits énergétiques fossiles
- **L'accélération du développement des énergies renouvelables** et de l'efficacité énergétique
- **La mise en œuvre d'un large éventail de technologies** éprouvées et nouvelles et de stratégies nationales et régionales pour sécuriser l'approvisionnement et généraliser l'accès à l'énergie à des coûts raisonnables.
- **La mobilisation des financements** nécessaires aux investissements énergétiques.

Plan de développement des filières énergétiques

LE MAROC, CONFIANT DANS SES POTENTIALITÉS HUMAINES ET ÉCONOMIQUES ET FORT DE SA CRÉDIBILITÉ AUPRÈS DE SES PARTENAIRES EXTÉRIEURS, ENTAME UNE NOUVELLE PHASE DE DÉVELOPPEMENT DE SES FILIÈRES ÉNERGÉTIQUES AVEC LA RÉALISATION OU LE LANCEMENT D'UNE MULTITUDE DE PROJETS ÉNERGÉTIQUES STRUCTURANTS, TANT AU NIVEAU LOCAL QUE RÉGIONAL ET NATIONAL,

Ces projets concrets, ont été conçus dans le cadre d'une nouvelle stratégie énergétique élaborée autour d'enjeux et d'objectifs clairs et déclinée en plans d'actions rigoureux et coordonnés

- Cette nouvelle stratégie énergétique adoptée en mars 2009 a pour objectifs principaux de sécuriser l'approvisionnement en diverses formes d'énergie, d'en assurer la disponibilité et l'accessibilité à des prix optimisés, de rationaliser l'utilisation des sources énergétiques tout en veillant à ce que leur exploitation respecte l'environnement
- Pour atteindre ces objectifs, les orientations stratégiques adoptées visent :

La promotion de l'efficacité énergétique

- La mise en place d'un bouquet électrique optimisé autour de choix technologiques fiables et compétitifs. Si le charbon propre reste à moyen terme le

combustible de choix pour la production en base, toutes les options restent ouvertes et leur réalisation conditionnée par leur disponibilité de longue durée, leur faisabilité technico-économique et leur compétitivité

- Le développement à grande échelle des ressources nationales considérables en énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien. L'objectif est de porter leur contribution dans la puissance électrique installée à 42% à l'horizon 2020. Leur exploitation permettra à notre pays de couvrir une part substantielle de ses besoins en énergie, d'atténuer sa dépendance énergétique, de réduire les émissions des gaz à effet de serre et de promouvoir le développement durable

- La promotion de l'efficacité énergétique, érigée en priorité nationale comme le moyen le plus rapide et le moins coûteux pour mieux utiliser et économiser l'énergie tout en baissant notre facture énergétique. L'ambition est d'atteindre 15% d'économie sur la consommation énergétique en 2020

- La mobilisation des ressources nationales fossiles par l'intensification de l'exploration pétrolière, la mise en valeur des immenses gisements de schistes bitumineux et l'extraction d'uranium des phosphates

Un comité national d'orientation

- Ces lignes directrices stratégiques ont été déclinées en plans d'actions et en projets concrets à court, moyen et long terme:
 - A court terme 2009-2012, un Plan National d'Actions Prioritaires a été adopté pour assurer l'adéquation entre l'offre et la demande électriques pour la période 2008-2012 et lancer les premières mesures d'efficacité énergétique. A cette échéance, près de 3500 MW de puissance électrique supplémentaire

Mise en valeur des immenses gisements de schistes bitumineux et extraction d'uranium des phosphates



Les perspectives du gaz naturel sous l'œil de l'AIE

LA PUBLICATION ANNUELLE DU WORLD ENERGY OUTLOOK (WEO), PRÉCIEUX INDICATEUR DES TENDANCES FUTURES POUR TOUS, ÉVOQUE POUR CETTE ANNÉE 2010 L'INCERTITUDE ENGENDRÉE PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE DE 2008-2009, DONT CERTAINES TRACES SUBSISTENT ENCORE, ET IMPLIQUE DES INTERROGATIONS POUR LES ANNÉES FUTURES.

Nous connaissons tous l'utilité du WEO, cet indicateur macro-économique pour l'analyse du secteur énergétique mondial. Les grandes tendances à retenir et qui seront plus amplement développées ci-après, portent sur la nécessité pour les acteurs concernés d'investir massivement dans la concrétisation des engagements politiques comme des infrastructures indispensables à la réalisation d'un marché de l'énergie mieux intégré, mais aussi l'intégration définitive de la zone hors OCDE -Chine en tête – comme faiseur de rois.

Trois scénarii pour une croissance continue de l'énergie

Revenant sur les avancées de Copenhague ainsi que celles du G20 de septembre 2009 à Pittsburgh (Etats-Unis), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que « les perspectives énergétiques mondiales à l'horizon 2035 dépendent profondément de l'action gouvernementale et de son influence sur la technologie, les prix des services énergétiques et le comportement des consommateurs finaux ». Comme à l'accoutumée, le WEO propose trois scénarii, en fonction des mises en œuvre des politiques énergétiques. Le scénario « nouvelles politiques » élabore des pré-

visions reposant sur des actions durables de la part des Etats, notamment dans l'élimination progressive des subventions aux énergies fossiles non efficaces. Le second scénario, nommé « politiques actuelles », peut-être davantage pragmatique, part sur l'hypothèse que les récents engagements politiques ne seront pas appliqués. Enfin, le « scénario 450 » propose une démarche alternative, basée sur un réchauffement maximum de 2°C de la température mondiale.

Néanmoins, ces trois scénarii comportent des indicateurs communs, à l'instar d'une croissance continue de la demande mondiale d'énergie primaire d'ici 2035, malgré de grandes disparités selon le scénario de base retenu. Facteur intéressant, l'AIE estime que les prix de l'énergie assureront l'équilibre entre l'offre et la demande, qu'importe le scénario envisagé. Troisième constat partagé, celui de la domination des énergies fossiles dans le mix énergétique, même si le nucléaire et surtout les énergies renouvelables tiennent une part prégnante dans les configurations futures. A cela s'ajoute une réalité macro-économique : les Etats non-membres de l'OCDE seront le smoteurs de l'accroissement de la demande mondiale d'énergie primaire, la Chine conservant son titre de plus grand consommateur d'énergie au monde, acquis en 2009.

Ces trois scénarii comportent des indicateurs communs, à l'instar d'une croissance continue de la demande mondiale d'énergie primaire d'ici 2035, malgré de grandes disparités selon le scénario de base retenu.

Demande primaire de gaz naturel par zone géographique et scénario (en giga mètres cubes)

	Scénario « nouvelles politiques »		Scénario « politiques actuelles »		« Scénario 450 »			
	1990	2008	2020	2035	2020	2035		
OCDE	958	1 541	1 825	1 758	1 637	1 840	1 628	1 330
Hors OCDE	559	1 008	2 188	2 777	2 190	3 047	2 055	2 279
Monde	1 517	3 149	3 749	4 535	3 826	4 888	3 684	3 609
Part hors OCDE	37 %	50 %	57 %	61 %	57 %	62 %	57 %	63 %

World Energy Outlook 2010 © OECD/International Energy Agency 2010, figure 5.1, p. 180.

La croissance durable du gaz naturel

On ne peut parler d'« âge d'or » du gaz. Cependant, dans la lignée des indicateurs qui soulignent un retour à la hausse de la demande du gaz naturel en 2010 après une annus horribilis, le WEA table sur une croissance à long terme de cette demande, le gaz naturel étant la seule énergie fossile à croître plus fortement en 2035 qu'en 2008, qu'importe le scénario envisagé. Le plus favorable, « nouvelles politiques », affiche une demande mondiale de 4.500 giga mètres cubes en 2035, soit 44 % de plus qu'en 2008 ; ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 1,4 % par an.

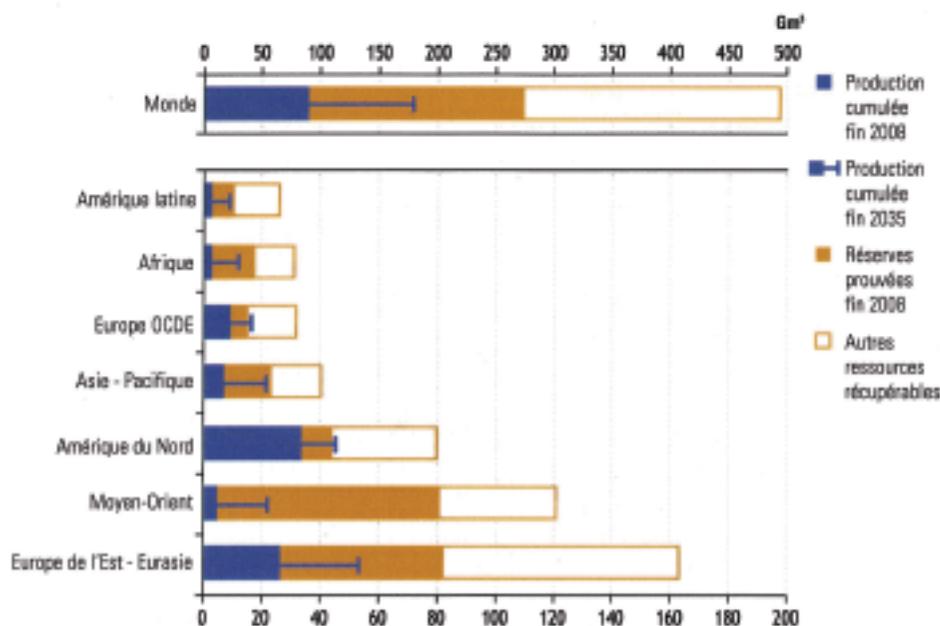
L'électricité voit sa demande croître comme nulle autre durant la période analysée par le WEO (2008-2035), surtout soutenue par les pays non-membres de l'OCDE, Chine en tête.

1.190 giga mètres cubes, soit 80 % de plus qu'en 2008, le gaz naturel liquéfié (GNL) y contribuant pour plus de la moitié.

L'électricité et la région caspienne, les autres moteurs du gaz

Energie finale la plus utilisée, l'électricité voit sa demande croître comme nulle autre durant la période analysée par le WEO (2008-2035), surtout soutenue par les pays non-membres de l'OCDE, Chine en tête. L'augmentation des prix des combustibles fossiles combinée à la réduction des émissions de CO₂, dans la production d'électricité devrait favoriser la multiplication des projets de centrales électriques si

Réserves prouvées, ressources récupérables et production de gaz naturel conventionnel par zone géographique selon le scénario « nouvelles politiques »



World Energy Outlook 2010 © OECD/International Energy Agency 2010, figure 5.3, p. 188.

Là encore, la Chine est le moteur principal de cette progression, en raison d'une demande intérieure toujours aussi forte (6 % par an), stimulée par la réduction annoncée de l'usage du charbon comme source énergétique. La région du Moyen-Orient reste quant à elle la principale zone de production, avec 800 giga mètres cubes de gaz en 2035.

Revenant sur la surproduction gazière survenue en 2009-2010 en raison de l'essor du gaz non conventionnel aux Etats-Unis et du surplus de GNL, l'ouvrage estime que ce phénomène pourrait perdurer dans les années à venir, conduisant à inscrire dans la durée l'orientation observée d'une plus grande déconnexion des prix du gaz naturel sur celui du pétrole par les exportateurs. Ce qui, toujours sur la base d'un prix du pétrole plus élevé, aboutirait à un recul des prix couplé à une demande croissante en gaz. En corrélation avec cette offre accrue, les échanges mondiaux devraient augmenter de manière spectaculaire d'ici vingt-cinq ans, pour atteindre

Les échanges mondiaux devraient augmenter de manière spectaculaire d'ici 25 ans

le charbon reste la principale source de production avec des fortes disparités entre Etats membres et non-membres de l'OCDE.

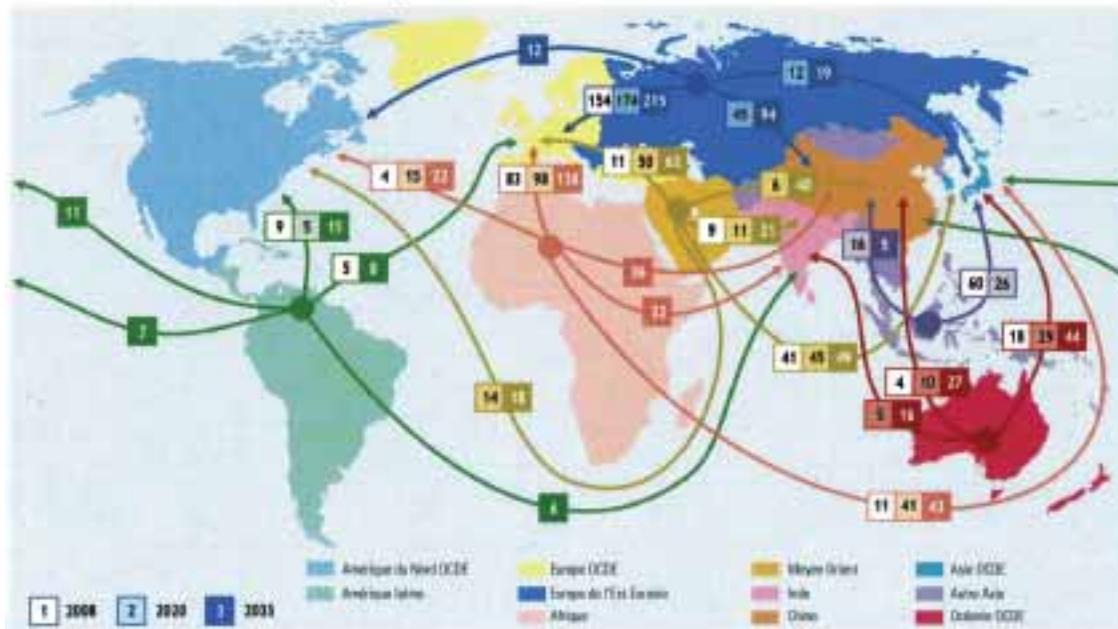
La région caspienne, territoire de grands enjeux stratégiques, doit être amenée à devenir le « grenier à blé » en gaz naturel de l'Europe mais aussi de la Chine, les fortes productions de gaz attendues (310 giga mètres cube en 2035) étant principalement dédiées à l'exportation (pour un volume de l'ordre de 130 giga mètres cubes en 2035). L'attrait pour cette zone géographique est également motivé par une volonté de plus en plus affirmée des pays consommateurs de garantir une sécurité énergétique qui passe par une variété des canaux d'importation de gaz naturel. L'AIE souligne toutefois le renforcement impératif de l'efficacité énergétique autour de la mer Caspienne, la croissance de la demande interne ne pouvant se satisfaire de la tendance actuelle d'un trop fort gaspillage du gaz naturel. A terme, rappellent les experts, le (bon) développement économique

de la région déterminera les volumes de gaz naturel exportés, mais agira également sur la croissance de la demande des Etats consommateurs.

de gaz à effet de serre, procuration d'avantages économiques. Pour atteindre ce résultat, l'Agence a voulu stigmatiser les effets négatifs des politiques publiques incitatives. Ainsi, l'élimination de mauvaises

ments. Si les subventions alourdissent le budget des Etats importateurs, elles accélèrent en retour l'épuisement des ressources dans les pays producteurs. Se félicitant de la volonté des dirigeants du

Mouvements commerciaux interrégionaux du gaz naturel entre les principales zones géographiques selon le scénario « nouvelles politiques »



The boundaries and names shown and the designations used on this publication do not imply official endorsement or acceptance by the IAEA.

World Energy Outlook 2010 © OECD/International Energy Agency 2010, Figure 5.6, p. 104.

Le chemin est encore long, et que ce sont des Etats qui détermineront le bilan énergétique mondial d'ici 2035.

Haro sur les subventions aux combustibles fossiles

Concilier impératif environnemental et satisfaction de la demande énergétique implique de repenser les politiques énergétiques passées et présentes. Dans cette perspective, l'AIE promeut la suppression complète des subventions aux combustibles fossiles, ce qui engendrerait un triple bénéfice : renforcement de la sécurité énergétique, réduction des émissions

pratiques aurait un effet durable sur le climat dès 2020 : une réduction de 5,8 % des émissions totales de CO₂, ainsi qu'une réduction de 5 % de la demande mondiale d'énergie primaire.

Le WEA analyse pour ce fait l'impact négatif des subventions, d'un point de vue urbi et orbi. Ces mesures incitent au gaspillage, à la contrebande de carburants, et sont une concurrence déloyale au développement des énergies renouvelables ainsi que des technologies améliorant les rende-

G20 et de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Apac), fin 2009 à « rationaliser et éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles ». L'AIE rappelle cependant que la majeure partie des subventions a été accordée à des pays non membres de l'OCDE. Signe que le chemin est encore long, et que ce sont des Etats qui détermineront le bilan énergétique mondial d'ici 2035. ■

Raphaël Daniel

Retour sur la corrélation prix du pétrole et prix du gaz

Si les raisons de la baisse des prix du gaz naturel sur le marché spot sont connues (augmentation des capacités de GNL et forte production de gaz non conventionnel aux Etats-Unis, le résultat conduit à s'interroger sur leurs conséquences durables. Le fossé s'est ainsi creusé en 2009 entre les prix sur les marchés nord-américain et britannique et ceux de l'Europe continentale et de l'Asie, basés sur des contrats de long terme indexés sur le prix du pétrole. Cette situation semble ne satisfaire personne : les acheteurs sont tiraillés entre leurs obligations contractuelles et la pression de leurs clients industriels pour une baisse des prix, certains fournisseurs comme Gazprom intègrent une part de marché spot dans leurs contrats de long terme pour satisfaire des marchés-clés, favorisant un écart au sein même des pays européens.

Si les aléas des marchés et des prix empêchent de conclure fermement à un divorce ou une « séparation temporaire », comme le souligne le WEO, la persistance de la bulle gazière amènera à maintenir par le haut la pression pour l'abandon de l'indexation traditionnelle, surtout en cas de renouvellement de contrat de long terme. Pour autant, une déconnexion des prix du gaz sur celui du pétrole ne conduirait pas forcément à une baisse durable des prix du gaz – argument avancé à ce jour – en raison de l'augmentation de la demande comme de la production mondiale, qui dissiperont les effets de la bulle gazière et feront remonter les prix du gaz.

MASEN, ADEREE et SIE

Trois acteurs importants autour de l'ONE

Par Ahmed Baroudi

Sous l'éclairage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, que Dieu l'assiste, le Ministère de l'Énergie des Mines de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE) a établi une stratégie nationale permettant d'atteindre d'ambitieux objectifs pour le pays :

Outre les aspects réglementaires et législatifs entrepris, la stratégie élaborée a permis la mise en place d'un dispositif national opérationnel avec un rôle central mené par l'ONE, très recentré sur ses métiers fondamentaux : la production, la distribution et le transport de l'énergie. Cette dynamique ONE s'accompagne d'actions volontaires de modernisation du réseau national, organe indispensable qui permettra au Royaume de tenir son rang dans les enjeux régionaux en gestation.

Autour de l'ONE sont positionnés trois acteurs importants : l'Agence de Développement des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (ADEREE), la Moroccan Agency for Solar Energy (MASEN) et la Société d'Investissements Énergétiques (SIE).

de production de 2000 MW solaires accompagnée d'une intégration industrielle et d'une stratégie de formation et de recherche et développement, la SIE est l'outil financier en charge d'accompagner cette dynamique générale à travers la promotion de l'investissement dans les énergies, plus particulièrement les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. La SIE a réellement vu l'origine de son existence dans la création le 1er janvier 2009 du Fond pour le Développement Énergétique (FDE) doté d'un milliard de dollars. Deux instruments ont été mis en place par le MEMEE pour le FDE : le Compte d'Affectation Spécial (CAS) pour les subventions et la SIE pour les investissements.

Le Maroc a fait un choix stratégique ambitieux et courageux, celui du développement des énergies renouvelables avec l'objectif de porter leur part à

OBJECTIFS NATIONAUX

1. La sécurité d'approvisionnement et la disponibilité de l'énergie
2. L'accès généralisé à l'énergie
3. La maîtrise de la demande énergétique
4. La stimulation de l'offre en énergie
5. L'appropriation des technologies avancées et la promotion de l'expertise
6. Les prix aux consommateurs les plus compétitifs
7. La préservation de l'environnement, de la sécurité et de la santé des citoyens



Quand l'ADEREE est en charge de la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, quand MASEN est en charge de réaliser une capacité

42% du bouquet énergétique à horizon 2020, et surtout d'assurer des retombées économiques durables. La démarche engagée par le MEMEE passe

Opérateurs & Associés

aussi par le développement d'une R&D nationale efficace et l'engagement d'un plan de formation national dans les énergies renouvelables garantissant la durabilité recherchée.

La SIE a précisément été créée pour accompagner ces choix, notamment en jouant un rôle de levier financier.

Avec l'appui du MEMEE et de ses partenaires la SIE a déjà réalisé un parcours honorable depuis sa création (février 2010). Elle prépare activement un portefeuille de projets d'investissements ambitieux visant à accompagner la stratégie nationale engagée, et de fait à contribuer à l'atteinte des objectifs du pays.



marocaine : maturité des marchés, des industries, de la recherche, ...

Cette stratégie a permis de distinguer les secteurs d'investissements courts, moyens et longs termes, auxquels s'associent des modalités d'interventions adaptées.

Depuis ses débuts, la SIE a apporté une grande attention et déployé beaucoup d'efforts à la mise en place d'un portefeuille de projets avec ses partenaires privilégiés : l'ONE, MASEN et l'ADEREE. Une convention a été signée dès mars 2010 pour l'engagement du projet Bouregreg Biogaz-énergie dans le domaine de la biomasse avec l'Agence de l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg et la Commune de Salé.

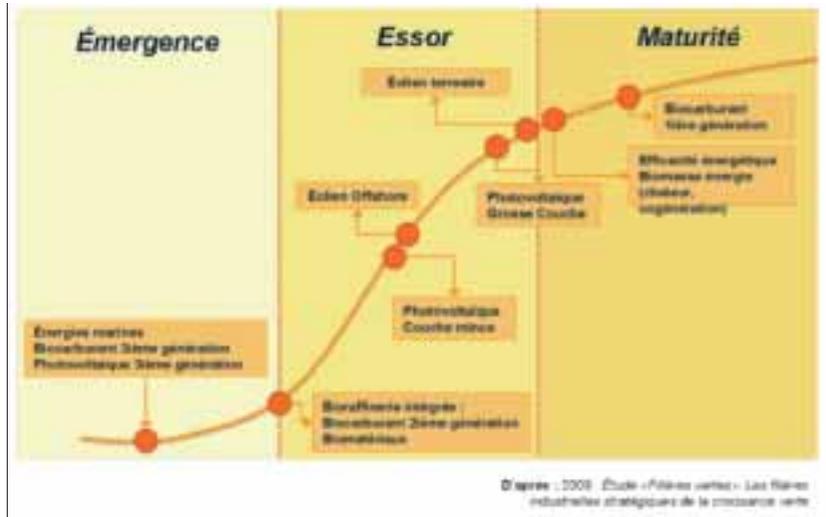
Une convention a été signée à Tanger devant Sa Majesté le Roi Mohamed VI, que Dieu l'assiste, pour accompagner activement l'ONE dans la réalisation du programme nationale éolien de 1000 MW.

Le portefeuille en instruction aujourd'hui est relativement important, il est réparti comme suit :

- Participation au programme éolien national piloté par l'ONE
- Participation avec MASEN
- Projets Biomasse
- Projets solaires
- Projets nouveaux (marchés en émergence)
- Soutien de startups technologiques nouvelles (brevets nationaux)
- Projets industries

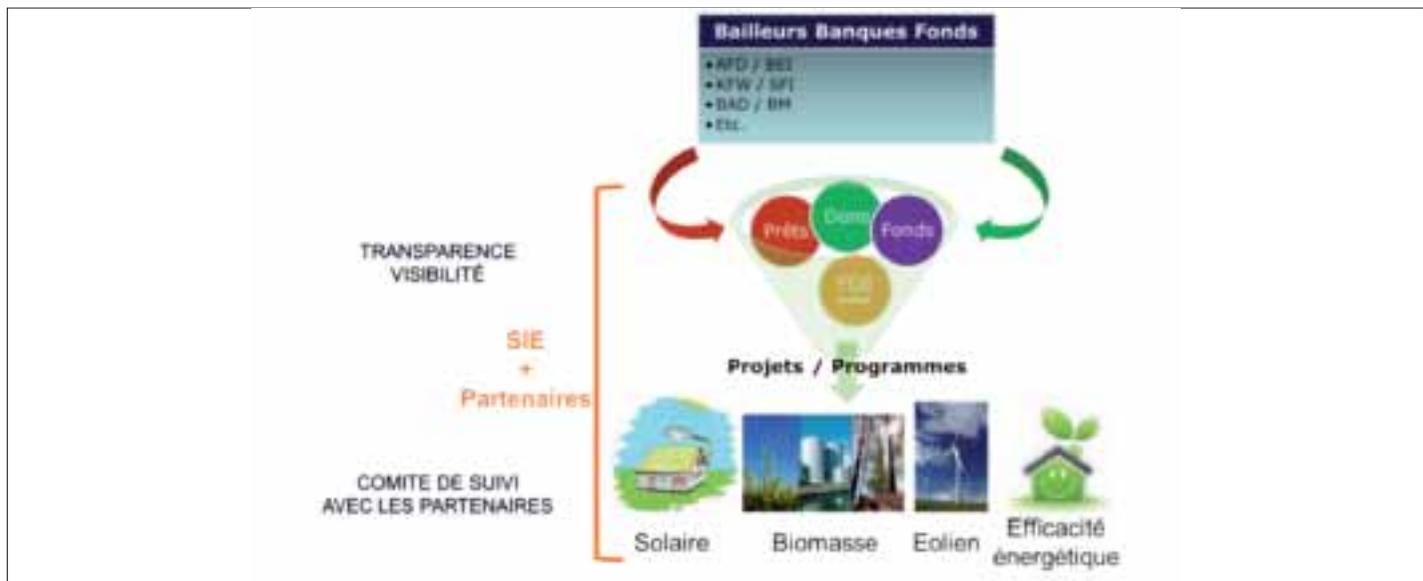
La SIE a aussi entrepris de mettre au point son « outil d'investissement » qui se doit d'être au minimum interopérable avec les partenaires financiers : bailleurs de fonds, banques d'affaires, fonds d'investissements, investisseurs privés et institutionnels, ...

L'outil d'investissement doit permettre d'attirer des fonds complémentaires à la capacité financière de la SIE afin de créer de la valeur économique avec des investissements rentables, et cela en synergie



L'objectif sous-jacent est de finaliser au plus vite la mise en place d'un outil d'investissement national durable dédié aux énergies nouvelles.

Depuis sa création tout en restant dans une configuration d'équipe restreinte, la SIE a élaboré une stratégie globale qui intègre les données mondiales inhérentes aux domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, transposées à la réalité



Opérateurs & Associés

avec les partenaires institutionnels marocains tel le Ministère de l'Industrie par exemple.

La SIE entend promouvoir un rôle d'investisseur actif : il faut comprendre par là le suivi de ses projets d'investissements, ainsi que la participation à la définition de la stratégie des sociétés soutenues.

Elle intervient essentiellement sous forme de prises de participations minoritaires (non gestionnaire) avec des stratégies de sorties claires. 100% des retours sur investissements sont réinjectés dans de nouveaux projets d'investissement qui à leur tour devront être rentables. C'est un tel cycle d'investissement qui doit se concrétiser rapidement, il a un fonctionnement analogue à celui d'un fond revolving, mais avec des règles conformes à la mission assignée à la SIE.

Les critères retenus par la SIE sont les suivants :

1. Potentiel de développement national et international à travers un véritable projet de développement (potentiel de croissance - marché existant)
2. Compétitivité et rentabilité démontrée
3. Contribution à compléter la chaîne de valeur par secteur d'énergies renouvelables dans le cadre de la politique énergétique nationale

4. Transfert technologique, innovation

5. Création d'emplois

Après son premier Conseil d'Administration tenu en juillet 2010, l'équipe SIE s'est concentrée sur l'établissement de son outil de gouvernance : règlement des marchés, statuts, procédures comptables, outil de pilotage du budget et gestion des placements, fonctions RH, ...

Cette gouvernance est aujourd'hui en place, elle permettra à la SIE de fonctionner dans le respect de la réglementation en vigueur et en toute transparence. Les prochaines étapes de la SIE consistent à consolider son plan d'investissement pour les cinq prochaines années et engager ses premiers grands investissements avec l'approbation de son Conseil d'Administration. L'installation dans ses nouveaux locaux est aussi une étape à venir.

A travers toutes ces actions, la SIE prépare activement la concrétisation de la mission qui lui a été assignée avec une orientation résolument tournée vers le secteur privé, véritable force vive économique de notre pays. ■

Ahmed Baroudi



Shell s'associe à Vitol et Helios

SHELL A OFFICIALIZÉ EN CE DÉBUT D'ANNÉE, LA CESSION DE LA MAJORITÉ DE SES PARTICIPATIONS DANS LA PLUPART DE SES ACTIVITÉS AVAL EN AFRIQUE, DONT CELLES MAROCAINES, À VITOL ET HELIOS INVESTMENT PARTNERS POUR UN MONTANT D'ENVIRON 1 MILLIARD DE DOLLARS.

Au titre de ces accords, Shell retiendra des parts dans les deux nouvelles co-entreprises, qui assureront la distribution des carburants et des lubrifiants Shell dans 14 pays africains sous la marque Shell. Cette opération entre dans le cadre de la nouvelle stratégie de Shell qui consiste en la réduction des engagements de capitaux et la concentration du portefeuille Aval global. L'une des deux co-entreprises dont Vitol et Helios détiendront 80 % du capital et Shell 20 %, prendra le contrôle et exploitera les activités existantes de Shell en ce qui concerne les produits pétroliers (la distribution, le B2B ainsi que les réseaux de stations-service) dans 14 pays africains, avec la possibilité d'ajouter cinq autres pays par la suite. En effet, les activités Aval de Shell en Namibie, au Botswana, au Togo, en Tanzanie et à La Réunion font actuellement l'objet d'une revue dans la perspective de leur éventuelle inclusion dans cet accord à une date ultérieure.

Un planning d'intégration

L'autre co-entreprise, qui appartiendra à parts égales à Shell, d'une part et à Vitol et Helios, d'autre part, deviendra propriétaire des participations de Shell dans les usines lubrifiants existantes dans sept pays et gèrera des relations de type macro distributeur dans chacun des pays où la principale co-entreprise opérera ainsi que dans un certain nombre d'autres pays. Shell, Vitol et Helios vont se concentrer à présent sur l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires et sur le planning d'intégration, avant le déroulement des activités devant aboutir à l'achèvement de la vente pour chaque pays, dans le courant de 2011 et du premier semestre de 2012. Pour rappel, le groupe Vitol est l'un des intervenants majeurs sur les marchés mondiaux de l'énergie. Helios pour sa part est une entreprise spécialisée dans les investissements privés orientés sur l'Afrique. ■

Jorf Lasfar, un nouveau port énergétique, extensible

LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU PORT ÉNERGÉTIQUE RELEVAIT, IL Y A QUELQUES TEMPS, D'UNE SIMPLE ÉVENTUALITÉ. L'ON SE POSAIT LA QUESTION S'IL FALLAIT QU'IL SOIT INSTALLÉ DANS LE « PORT DE NADOR WEST » OU À JORF LASFAR. UNE ÉTUDE A FINALEMENT ÉTÉ COMMANDÉE, POUR LE CHOIX DU NOUVEAU SITE ; CE SERA JORF LASFAR.

Le nouveau port énergétique de Jorf Lasfar est destiné à satisfaire les besoins pour les trafics des hydrocarbures d'environ

10 millions de tonnes par an de brut en importation. Il doit satisfaire aussi à quelque 7.5 millions de tonnes par an de raffiné en exportation.

En plus de la certitude que ce projet sera programmé sur le site de Jorf Lasfar, une autre certitude s'impose : le dossier est entre les mains du ministère de l'Équipement et du Transport et ne relève, donc pas, du ministère de l'Énergie et des Mines. En effet, c'est la Direction des Ports du Domaine public maritime, relevant du ministère de l'Équipement et du Transport qui entreprend la réflexion concernant l'ouvrage portuaire.

Ce département a lancé un appel d'offres ouvert dont le but est « l'étude d'un nouveau port énergétique à Jorf Lasfar ». A travers cette étude, la direction concernée s'attend à ce que le nouveau port énergétique puisse « satisfaire les besoins pour les trafics des hydrocarbures et le trafic de Gaz Naturel Liquifié (GNL). En plus de ces trafics, le bureau d'études qui sera retenu à l'issue de cet appel d'offres, devra aussi proposer « un port extensible permettant de recevoir d'autres activités ».

Un besoin de 3000 m3 en 2020

Selon les données disponibles, ce nouveau port énergétique de Jorf Lasfar est destiné à satisfaire les besoins pour les trafics des hydrocarbures d'environ 10 millions de tonnes par an de brut en importation. Il doit satisfaire aussi à quelque 7.5 millions de tonnes par an de raffiné en exportation. En ce qui concerne le trafic GNL, un échéancier est à prendre en compte, dans le cadre de cette étude, par le bureau d'études. En effet, ce nouveau port devrait répondre, en 2016, à un besoin de trafic de l'ordre de 3.000 m3 en 2020. L'échéancier fixé dans ce sens vise aussi 2025 (5.800 m3) et 2030 (7.400 m3). Avec ces objectifs fixés pour le futur port énergétique de Jorf Lasfar, les bureaux d'études qui sont intéressés par cet appel d'offres ont des missions précises auxquelles ils doivent répondre. Missions qui sont déterminées dans l'appel d'offres ouvert qui vient d'être lancé.

En effet, la Direction des Ports et du Domaine Public veut que l'étude en question réponde à cinq missions :

confirmation des besoins et recueil, établissement et synthèse des données naturelles sur le site ; l'étude du plan de masse du port ; l'étude d'avant projet sommaire (APS) ; l'étude d'avant projet détaillé (APD) ; et les dossiers de consultation des entreprises.

Une concertation nécessaire

Une première mission devrait ainsi conduire à confirmer, avec les organismes concernés, le trafic prévisionnel du nouveau port. Ce qui signifie qu'il faudrait se concerter avec le ministère de l'Énergie et des Mines, l'Office National de l'Électricité (ONE)... Cette opération conduira aussi le bureau d'études à établir les données naturelles (la houle, la marée, les statistiques des vents, les courants, les données sédimentologiques disponibles sur le site...). Par ailleurs, il faut signaler que les reconnaissances géotechniques nécessaires pour l'avant projet détaillé seront réalisées dans une étape ultérieure dans le cadre d'un autre marché.

Quant à l'étude du plan de masse du port, elle devrait être déclinée en deux alternatives. La première s'insère dans la perspective d'un port dédié seulement au trafic des hydrocarbures alors que la seconde alternative prendra en considération un port dédié au trafic des hydrocarbures et du GNL. Pour cela, le bureau d'études aura à étudier la faisabilité d'une desserte routière du port à partir du réseau routier national. Sont donc à prendre en compte les règles de sécurité pour les terminaux et les zones de stockage des hydrocarbures et GNL...

Pour chaque alternative, le bureau aura à procéder au choix de la meilleure variante du plan de masse sur le plan technique et économique... en plus de plusieurs autres contraintes techniques à développer. Il est à signaler que l'ouverture de l'appel d'offres relatif à l'étude de ce nouveau port énergétique à Jorf Lasfar, était prévue le 4 avril 2011 et le bureau d'études retenu, connu à cette date. ■

(Source : Lettre de veille nationale - AKWA)

Des avancées considérables en 10 ans

LA CÉRÉMONIE CÉLÉBRANT LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉNERGIE S'EST DÉROULÉE, LE 24 JANVIER 2011, DANS UN PALACE DE CASABLANCA, EN PRÉSENCE D'UN GRAND NOMBRE DE PERSONNALITÉS MAROCAINES ET ÉTRANGÈRES. À CETTE OCCASION, A ÉTÉ PRÉSENTÉ L'OUVRAGE ÉCRIT PAR MOULAY ABDALLAH ALAOUÏ, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION, « 10 ANS DE RÉFLEXION SUR LES CHOIX ÉNERGÉTIQUES ». RÉCIT

Sous ce titre l'auteur a parcouru une, décennie de mutations du secteur tant au Maroc qu'à l'Étranger. Un travail exhaustif et minutieux qui permet de découvrir les événements marquants de l'Énergie à travers les rapports, les séminaires, les conférences, les interventions des responsables, les articles de la presse... bref un bouquet d'informations et d'analyses qui intéressent forcément l'expert, le chercheur, l'étudiant et, finalement, le lecteur Lambda. Car, faut-il le préciser, la première décennie du Règne a été riche en événements. Particulièrement marquée par l'ouverture du secteur au marché, elle s'est terminée en apothéose par la signature, le 25 octobre 2010 à Ouarzazate, des conventions concernant les modalités pratiques de réalisation du projet intégré d'énergie électrique solaire.

Le bilan de la Fédération

Dans neuf ans, le Royaume verra sa puissance électrique installée, multipliée par trois. Et ce, grâce aux cinq centrales solaires d'une puissance de 2000 MW qui seront réalisées par la société MASEN, et du programme éolien dirigé par l'ONE. Cette priorité majeure accordée à l'exploitation des énergies renouvelables traduit la volonté du Maroc de sécuriser,

plus encore, son approvisionnement énergétique, de réduire sa dépendance par rapport à l'extérieur et de préserver son environnement. Elle s'inscrit, en outre, dans la tendance mondiale de l'économie verte. Comment le royaume a-t-il franchi les étapes pour accompagner cette dynamique socio économique dans le domaine énergétique? La compilation d'éditoriaux, d'interviews, de comptes rendus et de débats contenus dans l'ouvrage le décrit avec force détails. C'est, en fait, le bilan des travaux de la Fédération de l'Énergie depuis sa création. Les analyses de son Président, en l'occurrence Moulay Abdallah Alaoui, les interventions des responsables gouvernementaux et celles des experts en la matière, ont contribué à faire progresser la réflexion sur les moyens adéquats, à mettre en œuvre pour répondre à l'accroissement de la demande interne en produits énergétiques et à rapprocher le Maroc du développement en Europe. A la lecture du livre et des séquences d'événements qui ont jalonné la décennie, on ne peut que rendre hommage aux différents acteurs publics et privés qui ont participé à l'essor du secteur de l'Énergie au Maroc. Avec une mention particulière aux pouvoirs publics qui sont toujours restés, de l'avis-même de l'auteur, à l'écoute de la fédération et de ses principales composantes.

Les analyses de Moulay Abdallah Alaoui, les interventions des responsables gouvernementaux et celles des experts en la matière, ont contribué à faire progresser la réflexion sur les moyens adéquats, à mettre en œuvre pour répondre à l'accroissement de la demande interne en produits énergétiques et à rapprocher le Maroc du développement en Europe.

2001 – 2010 : Les événements marquants

- | | |
|---|--|
| 2001 : Opportunités énergétiques et développement durable | marchés : compétitivité et rôle de l'Etat |
| 2002 : La nouvelle politique gouvernement d'aménagement du territoire | 2007 : Les énergies de l'avenir et leur contribution au développement durable |
| 2003 : Attractivité et croissance | 2008 : La crise de la caisse de compensation |
| 2004 : Infrastructures et croissance économique | 2009 : Premières Assises nationales de l'Énergie |
| 2005 : Les défis énergétiques du 21ème siècle pour le Maroc et pour l'Europe | 2010 : 40ème anniversaire de la journée de la terre |
| 2006 : Ouverture et libéralisation des | |



Un podium de qualité

Après l'exposé introductif que fit l'animateur-moderateur de la cérémonie sur ce qui s'est passé dans le secteur entre 2001 et 2010 (voir encadré), l'assistance a pu apprécier la qualité du débat alimenté par les interventions d'éminentes personnalités et experts présents sur le podium. Tout d'abord Madame Amina Benkhadra, ministre de l'Energie, des Mines, de l'eau et de l'Environnement ; ensuite, Mohamed Horani, président de la CGEM ; Boubker Jaï, directeur général d'Attijariwafabank, qui agira en lieu et place du président Mohamed El Kettani, en mission à l'Etranger ; Moulay Abdallah Alaoui, président de la Fédération de l'Energie, auteur de l'ouvrage ; Rachid Idrissi Kaïtouni, président du Groupement des pétroliers du Maroc (GPM) ; et deux grands témoins, amis du Maroc, venus spécialement de Paris pour honorer l'auteur : Richard Lavergne, Conseiller du ministère français de l'Ecologie et du développement durable, et Jean Marie Chevalier, directeur du centre de géopolitique et de l'énergie à Paris Dauphine.

Témoignages et débat

Après l'hommage unanime rendu à Moulay Abdallah Alaoui, la conférence – débat s'est ouverte sur les questions propres au développement du secteur. Mohamed Horani fut invité, en sa qualité d'hôte de la cérémonie, à présenter les grandes lignes de la Vision 2020 de la Confédération et à décliner ses stratégies sectorielles, plus particulièrement celle du secteur de l'Energie. La ministre de tutelle lui succéda pour exposer la politique nationale de l'Energie mise au point par son département, avant de répondre à une question d'actualité, étant donné qu'elle venait de participer, à Abou Dhabi, au Sommet mondial des énergies du futur. Mme Benkhadra y a notamment rencontré le président du groupe émirati MASDAR et a évoqué, avec lui, les possibilités de transposer son expérience au Maroc. Moulay Abdallah Alaoui devait, ensuite, prendre la parole pour remercier ses invités, donner quelques indications sur le parcours qu'il a effectué en leur compagnie et ex-

L'assistance a pu apprécier la qualité du débat alimenté par les interventions d'éminentes personnalités et experts présents sur le podium.

pliquer sa démarche dans la réalisation de l'ouvrage « 10 ans de réflexion sur les choix énergétiques » ; choix évolutifs pris par le Maroc avec la participation active et le concours de l'ensemble des membres de la Fédération. De son côté, Boubker Jaï mit l'accent sur l'implication d'Attijariwafabank dans le cadre des grands chantiers lancés sous l'égide de SM Le Roi, et énuméra une batterie d'actions menées par son institution en faveur de l'investissement, notamment dans les programmes solaire et éolien. En sa qualité de président du GPM, Rachid Idrissi Kaïtouni devait évoquer les synergies qui existent entre le groupement qu'il préside et la fédération avant d'expliquer la courbe et les tendances que connaîtra le secteur, à court et moyen terme. Des prévisions chiffrées sur la production et la consommation des produits pétroliers, ont été présentées à l'assistance. Enfin, les experts français Jean Marie Chevalier et Richard Lavergne, ont fait part des bonnes relations existant entre les deux pays avant d'exposer les progrès tangibles qu'a connus le Maroc en matière énergétique durant la dernière décennie. Ils n'ont pas manqué de souligner le rôle prépondérant joué par la fédération dans le développement du secteur et l'élaboration de la stratégie nationale (Voir le détail de toutes les interventions et le reportage-photos dans les pages suivantes). La cérémonie s'est terminée par un riche cocktail dînatoire, offert par Attijariwafabank, sur fond musical animé par la vedette de la chanson Fatm-Zahra Laâroussi ■

Remerciements

Au nom de la Fédération et de la CGEM, les nombreuses personnalités – Marocaines et Françaises - qui ont tenu à marquer leur présence pour manifester leur amitié et leur sympathie à Moulay Abdallah Alaoui, ont été chaleureusement remerciées par les organisateurs. Cette présence a été plus qu'une reconnaissance des efforts qu'il a déployés pour le développement du secteur. Ils n'ont pas manqué, également, de remercier les partenaires de la manifestation, Attijariwafabank, qui a apporté son soutien généreux et actif pour l'organisation de la soirée, ainsi que le groupe Akwa et les sociétés Total, Lydec, Nareva, Salam Gaz.



L'Hommage rendu à My Abdallah Alaoui

SIX ANCIENS MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DES MINES ÉTAIENT LÀ, LE 24 JANVIER DERNIER, POUR PARTICIPER À L'HOMMAGE QU'ÉTAIENT VENUES LUI RENDRE DE NOMBREUSES PERSONNALITÉS DU MONDE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE. CEUX DE SES AMIS QUI N'AVAIENT PU SE RENDRE À LA CÉRÉMONIE, LUI ONT ADRESSÉ UNE LETTRE. EN VOICI QUELQUES UNES. FLORILÈGE.



« Je tiens franchement à te féliciter pour ce travail de documentation et d'analyse des politiques énergétiques poursuivies par votre pays au cours des 10 dernières années. Je pense que la stratégie développée par les autorités dans ce domaine et en particulier dans celui de l'énergie solaire, nous permettra d'être à l'avant-garde d'un secteur d'avenir, porteur d'investissement et d'emploi. Je suis certain que nos étudiants pourront y puiser beaucoup d'information utiles pour leurs recherches ».

Mohamed BERRADA
Pr. à l'Université Hassan II



« Je tiens à vous féliciter pour la qualité de cette édition riche en informations qui, j'en suis persuadé, contribuera à une meilleure sensibilisation de l'opinion publique sur l'importance de la stratégie énergétique dans notre pays ».

Driss BENHIMA
PDG de la RAM



« Je saisis donc cette occasion pour vous féliciter de la qualité de vos travaux et de vos engagements pour renforcer la compétitivité du secteur et promouvoir le développement durable du Maroc ».

Mohamed CHAFIKI
Directeur de la DEPF
Ministère des Finances



« Je me réjouis que tu aies songé à publier ce recueil qui témoigne d'une période effervescente, en continuité d'une autre période que nous avons eu à vivre ensemble, entamée par une marocanisation et bouclée par une privatisation, période forte en espérances, angoisses et crises diverses ».

Noureddine OMARY
Directeur général du CNCE



« Cet ouvrage exhaustif et minutieux qui retrace l'évolution du secteur énergétique au Maroc durant la dernière décennie constitue une source de référence, à forte valeur ajoutée, pour mieux comprendre les problématiques et les enjeux énergétiques au niveau national et international (...). Je tiens à exprimer mon estime pour votre action soutenue visant à sensibiliser l'opinion publique aux questions de l'énergie, ainsi que pour les efforts déployés par la Fédération de l'Énergie, sous votre égide, en vue d'accompagner les différents acteurs du secteur à mettre en place une véritable stratégie énergétique nationale ».

Pr. Omar FASSI FEHRI
Secrétaire perpétuel de l'Académie Hassan II des S&T



« M. Richard Lavergne, qui m'avait représenté lors de la cérémonie du 24 janvier en l'honneur de la publication de ce livre, m'avait rapporté combien votre témoignage avait été unanimement apprécié, y compris des plus hautes autorités de l'État marocain (...).

« Votre Investissement et votre perspicacité me font penser que le gouvernement marocain a beaucoup de chance de vous avoir comme interlocuteur privilégié. Au-delà de la qualité intrinsèque de cet ouvrage, je vous souhaite, ainsi qu'à la Fédération de l'énergie, un plein succès d'audience ».

Michèle PAPPALARDO
Commissaire générale au Développement durable(France)



« Je m'associe aux participants à la cérémonie du 24 janvier à Casablanca en l'honneur de la publication de ce livre et à laquelle j'ai été représentée par mon conseiller Richard Lavergne, pour attester de la pertinence de votre témoignage qui dépasse les frontières et révèle les profondes transformations des politiques énergétiques que nous connaissons depuis une dizaine d'années ».

Pierre - Franck CHEVET
DG au Ministère français de l'Écologie et du Développement durable



« Je suis très sensible à l'envoi de votre ouvrage et votre dédicace. Venant d'un homme de responsabilités et de compétences comme vous, c'est un témoignage de grande valeur. Le Maroc vous doit beaucoup pour le développement de sa politique énergétique et je sais par Richard ??? combien vous continuez à vous y dévouer ».

Dominique MAILLARD
Pt du Directoire du RTE (France)

Les nouveaux enjeux économiques et financiers dans la région MENA

Analysés par **Moulay Abdallah Alaoui**
Président de la Fédération de l'Energie

Un Scénario de crise me semble atténué par la montée en puissance de l'OPEP, qui régule les marchés pétroliers ; le prix du Brent, devra revenir à des normes acceptables entre 80 et 100 Dollars le Baril

Quelles sont les incidences directes des derniers bouleversements dans le monde Arabe sur le secteur énergétique ?

Moulay Abdallah Alaoui: les derniers bouleversements dans le monde Arabe ne peuvent avoir, à mon avis, que des incidences positives, parce que ces pays confrontés, à de nombreuses attentes et de nouveaux besoins à satisfaire, en éducation et en santé publique par exemple.....seront conduits à augmenter leur production de pétrole pour tirer un meilleur parti des revenus ainsi générés et une meilleure redistribution de ceux-ci, profitant à leur population, répondant ainsi aux nouvelles exigences de démocratie et de développement durable.

Plus de la moitié de la production mondiale se fait en dehors de la région Moyen-Orientale ; pourquoi, alors, tant d'appréhension en Occident ?

MAA : En effet, la moitié de la production mondiale, se fait en dehors de la région du moyen orient, qui néanmoins, occupe, une place importante dans la demande-offre énergétique, mais l'occident reste sensible à toutes les tensions qui agitent ces pays, parce qu'il sait pertinemment que la demande de la Chine, de l'Inde et du Brésil, qui accusent des taux de croissance élevés, ne pourra pas être satisfaite sans un recours massif à des investissements nou-



veaux dans la recherche, la production et de nouvelles infrastructures

Le Scénario de la contagion des troubles politiques provoquant une hausse des prix du Brent se vérifie –t-il sur les marchés ?

MAA : Un Scénario de crise me semble atténué par la

montée en puissance de l'OPEP, qui régule les marchés pétroliers ; le prix du Brent, devra revenir à des normes acceptables entre 80 et 100 Dollars le Baril, parce que Le pétrole devient un papier financier qui obéit aux spéculations des marchés.

La crise a entraîné un retrait de barils de la consommation mondiale ; à la longue, les réserves sont-elles suffisantes et peuvent-elles être levées rapidement ?

MAA : La compensation a été faite par l'Arabie Saoudite dont les réserves prouvées sont considérables ; il reste des marges de manœuvre qui sont les infrastructures à créer, en vue de répondre aux fluctuations des prix et des marchés, ainsi que la promotion de l'efficacité énergétique susceptible, si elle est bien menée, de réduire la consommation du pétrole d'une manière significative.

Quels sont les nouveaux enjeux économiques et financiers auxquels le monde est aujourd'hui confronté ?

MAA : Le monde est aujourd'hui, confronté à des enjeux de développement, économique et humain durable : des fondamentaux telles que, les infrastructures, l'intensification de la recherche et les préoccupations des changements climatiques. ■

L'impact de la flambée des prix sur le Maroc

DEPUIS LE 1ER JANVIER 2011, LE BRENT (RÉFÉRENCE DES ACHATS DE PÉTROLE DU MAROC) A AUGMENTÉ DE 22% ATTEIGNANT UN PRIX AUTOUR DE 115 DOLLARS LE BARIL EN MARS. PAR RAPPORT À IL Y A UN AN, LA HAUSSE EST DE 44,3%.

A lors que le séisme survenu ce début d'année au Japon semblait donner un léger coup de frein à la montée des cours de l'or noir, les frappes entamées sur la Libye ont provoqué un mouvement contraire. La perspective d'une baisse de la demande du Japon, troisième consommateur mondial de pétrole, est donc vite balayée par la possibilité d'un enlèvement en Libye. Les analystes tablent sur une mise à l'arrêt de l'essentiel des infrastructures pétrolières de ce dernier pays en 2011. A l'inconnue libyenne, il faut ajouter les troubles politiques dans la péninsule arabique (à Bahreïn et au Yémen, notamment). Certes, l'Arabie Saoudite a assuré ses clients qu'en cas de besoin, elle augmenterait sa production pour équilibrer le marché. Mais aucune mesure concrète dans ce sens n'a encore été prise. La situation est d'autant plus critique qu'en avril 2011, la demande mondiale de pétrole «pourrait augmenter d'un million de barils par jour avec la fin de la période de maintenance des raffineries du bassin Atlantique», selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). «La baisse de la demande japonaise va être plus courte que ce qui était prévu», ajoute-t-on, en raison du redémarrage rapide d'une grande partie des raffineries nipponnes. C'est dire toutes les incertitudes qui pèsent désormais sur le prix du brut et, au-delà, sur la croissance mondiale.

Accentuation du déficit public

Tout cela, accroît le risque pour l'économie marocaine, dépendante à plus de 96% de l'extérieur pour ses approvisionnements énergétiques. Le gouvernement a certes déjà réagi face à cette nouvelle donne en ajustant à la hausse le budget de compensation. En conséquence, les prix des produits pétroliers continueront d'être soutenus. Mais il en résultera aussi une ponction sur les réserves de devises. Déjà en 2010 la facture énergétique a représenté un quart des importations, et elle risque d'aller au-delà en

Les prix des produits pétroliers continueront d'être soutenus. Mais il en résultera aussi une ponction sur les réserves de devises

2011 si les cours du pétrole poursuivent leur hausse ou s'établissent à leur niveau actuel. Déjà sur les deux premiers mois de l'année, la valeur des importations de brut a progressé de 66,4% par rapport à la même période de l'année dernière à 4,74 milliards de DH, d'après les statistiques provisoires de l'Office des changes. Outre les considérations budgétaires, l'enjeu se situe donc au niveau de la balance des paiements, des prix élevés signifiant plus de sorties de devises. Cette perspective inquiète d'autant plus que la demande mondiale qui sera adressée au Maroc pourrait pâtir d'une économie plombée par les prix du pétrole. Dans son budget prévisionnel pour 2011, le HCP a pris les devants en prévoyant une accentuation du déficit du compte courant de la balance des paiements qui passerait de 2,7% du PIB en 2010 à 3,6% du PIB en 2011. ■



Comment réagit le Maroc à la montée des prix

LA TENDANCE EST AFFIRMÉE ET DURE DEPUIS PLUS D'UNE ANNÉE : LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES ONT ATTEINT DES NIVEAUX STRATOSPHERIQUES ET, POUR CERTAINES D'ENTRE ELLES, JAMAIS ÉGALÉS.

Si le pétrole n'a pas encore dépassé son record de juillet 2008 avec plus de 147 dollars le baril, il a tout de même progressé de 39%, à 107,3 dollars le baril de Brent en douze mois (entre février 2010 et février 2011). Sur la même période, le blé a augmenté de 70%, le sucre entre 3,6% (à Londres) et 18% (à New York), le maïs de 92,5%, le soja de 34%, le café entre 73% (Londres) et 98% (New York), le coton de 136%... Et l'énumération des hausses se prolonge encore, tant elles ont touché quasiment toutes les matières premières agricoles. Les matières premières minières, ne sont pas en reste: + 36,7% pour le cuivre, + 22,2% pour l'aluminium, + 92% pour l'étain, + 43,6% pour le nickel. Les raisons avancées pour expliquer cette hausse sont multiples. Certaines évoquent la boulimie des pays émergents (la Chine et l'Inde notamment) qui achètent pour répondre aux besoins d'une croissance forte. D'autres avis rattachent l'actuelle flambée des produits de base à des phénomènes spécifiques : sécheresse et inondations pour les produits agricoles, risques géopolitiques et autres difficultés d'extraction s'agissant des ma-

L'Etat prend en charge une partie des prix de certains produits de grande consommation, précisément ceux dont les cours à l'international ont flambé.

tières premières minières. D'autres enfin mettent en cause les spéculateurs.

Un budget de 17 milliards pour 2011

Il est plus que probable que c'est la conjugaison de tous ces phénomènes, à des degrés divers et selon la matière première concernée, qui est derrière cette envolée des prix. Quel est l'impact de cette hausse sur le Maroc? Les retombées demeurent limitées. A preuve, l'inflation en 2010 n'a été officiellement que de 0,8%, et même en janvier 2011, l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,2% par rapport au mois précédent. La raison en est que l'Etat prend en charge une partie des prix de certains produits de grande consommation, précisément ceux dont les cours à l'international ont flambé.

Pour 2011, le gouvernement a déjà prévu un budget de 17 milliards de DH pour soutenir ces produits (carburants, farine, sucre), et il prévoit même de rallonger cette enveloppe d'où l'affectation de 15 milliards de DH supplémentaires et qui pourraient à leur tour ne pas suffire. Si cette subvention participe à contenir l'inflation et donc à préserver le pouvoir d'achat, il demeure que cet effort est de nature à aggraver le déficit budgétaire à l'instar du risque qui pèse sur les finances publiques de tout les pays importateur net qui subventionne les produits de base. Et la persistance de la hausse des prix à l'international pourrait également mettre à mal les finances externes. Car les importations sont payées en devises et il est à craindre que le milliard d'euros emprunté l'été dernier ne soit rapidement englouti dans les dépenses d'importations, si ce n'est déjà fait. La situation est plus critique encore pour certains pays pauvres où la consommation représente encore entre 60% et 80% des dépenses des ménages, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ceux-ci voient en effet planer sur eux le spectre de crises alimentaires avec leur corollaire, celui des révoltes populaires. ■

Les profits des majors servent leur quête de nouveaux gisements

TOTAL A CLOS LE BAL DES PUBLICATIONS DES RÉSULTATS ANNUELS, TOUJOURS SPECTACULAIRES, DES GRANDES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES MONDIALES. VOICI COMMENT CETTE MANNE.

Les groupes pétroliers investissent en priorité dans l'exploration-production

Produire, encore et toujours, pour répondre à une demande mondiale de pétrole que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de revoir à la hausse, à hauteur de 89,3 millions de barils par jour (Mbj) pour 2011. Pour y faire face, les « majors » concentrent leurs efforts sur l'exploration-production, qui représente en moyenne 70 % de leurs investissements. « C'est un domaine ultracapitalistique, qui implique en outre de prendre des risques », souligne Pierre Terzian, directeur de l'hebdomadaire spécialisé Pétrostratégies. Certains nouveaux gisements se révèlent en effet moins prometteurs que prévu. En 2010, les dépenses d'investissements d'ExxonMobil, le numéro un mondial du secteur (avec un chiffre d'affaires supérieur à 105 milliards de dollars), ont atteint le montant record de 32,2 milliards de dollars.

« Les ressources étant de plus en plus difficiles d'accès, les grandes compagnies disposent de peu de moyens pour devenir les leaders sur d'autres segments énergétiques », insiste une étude du cabinet de conseil en stratégie Sia Conseil. L'exploration offshore notamment réclame des technologies de plus en plus poussées. Quant aux pétroles lourds, situés dans des zones climatiques souvent extrêmes, leur production n'est rentable qu'à partir de 90 dollars le baril.

Ils limitent les dépenses sur les énergies alternatives

Au début des années 2000, les géants de l'or noir affirmaient haut et fort leur volonté de miser sur les énergies alternatives. Quelques années plus tard, cette politique s'esquisse surtout en pointillés. Sia Conseil rappelle notamment qu'en 2009, Shell a décidé de geler ses investissements dans l'éolien, le solaire et l'hydrogène. Sa nouvelle priorité, les biocarburants, est en fait assez proche avec son cœur de métier. Idem pour ExxonMobil, qui s'est engagé à hauteur de 600 millions de dollars aux côtés de Synthetic Genomics pour développer une nouvelle

génération de biocarburants à partir d'algues. De manière générale, les grandes compagnies n'investissent que timidement dans les filières vertes : quelques centaines de millions de dollars, à comparer à plusieurs milliards de profits.

« Aujourd'hui, elles misent sur des partenariats permettant une veille active sur les différentes technologies alternatives tout en limitant les investissements en montants et en risques », résume Sia Conseil.

Pour Pierre Terzian, même si les « majors » ne sont pas encore tournées vers l'après-pétrole, il faut aller plus loin que ces efforts minimalistes consentis en faveur des énergies renouvelables : « Les pétroliers sont à l'affût d'un saut technologique qui permettra par exemple au solaire de devenir compétitif. Or, la recherche n'est pas systématiquement gourmande en investissement : il a fallu moins de 100 millions de dollars pour développer cette véritable révolution énergétique que constitue la production de gaz de schiste ».

Ils restent prudents devant les grosses acquisitions

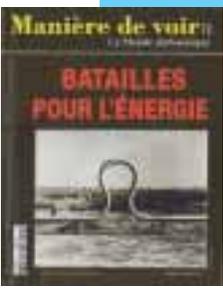
Selon la plupart des experts, le temps des mégafusions, avec des opérations dont le ticket d'entrée se négocie à des niveaux très élevés, est révolu.

Les failles de BP en termes de sécurité seraient dues à une croissance beaucoup trop rapide. « Avant la course à la taille, les majors se posent la question de l'efficacité de l'intégration, même si l'exemple d'ExxonMobil, trois fois plus gros que Total, est probant », ajoute Pierre Terzian.

Ils servent des actionnaires toujours aussi gourmands

Les compagnies le répètent en chœur : quand les bénéfices sont importants, il est normal que leurs actionnaires en bénéficient largement. En 2009, par exemple, ExxonMobil a redistribué quelque 26 milliards de dollars. Et la perte annuelle essuyée par BP en 2010 à cause de la marée noire ne l'a pas empêché d'annoncer le versement d'un dividende. ■

F.M. (LE FIGARO-13 MARS 2011)



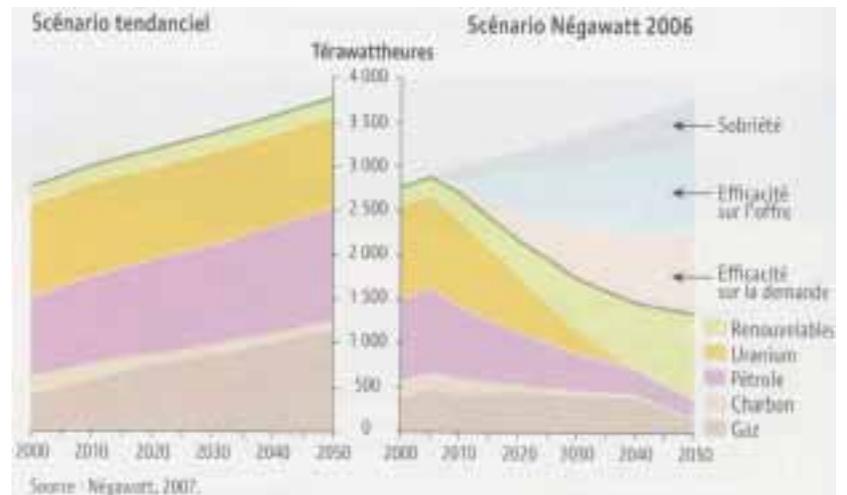
Ebriété ou sobriété

Et si le plus grand gisement d'énergie imaginé résidait dans une meilleure efficacité de la chaîne de production et du mode de consommation ? C'est le pari de l'association Global Chance et de son scénario baptisé « Négawatt ». L'exploitation de cette « ressource » table sur l'utilisation des progrès technologiques mis au service d'une meilleure efficacité énergétique, ainsi que sur les économies réalisées en effectuant d'autres choix individuels et collectifs sans oblitérer notre niveau de vie.

Il s'agit par exemple de réduire l'écart entre l'énergie primaire (disponible avant transformation et transport) et l'énergie finale (effectivement utilisée par le consommateur).

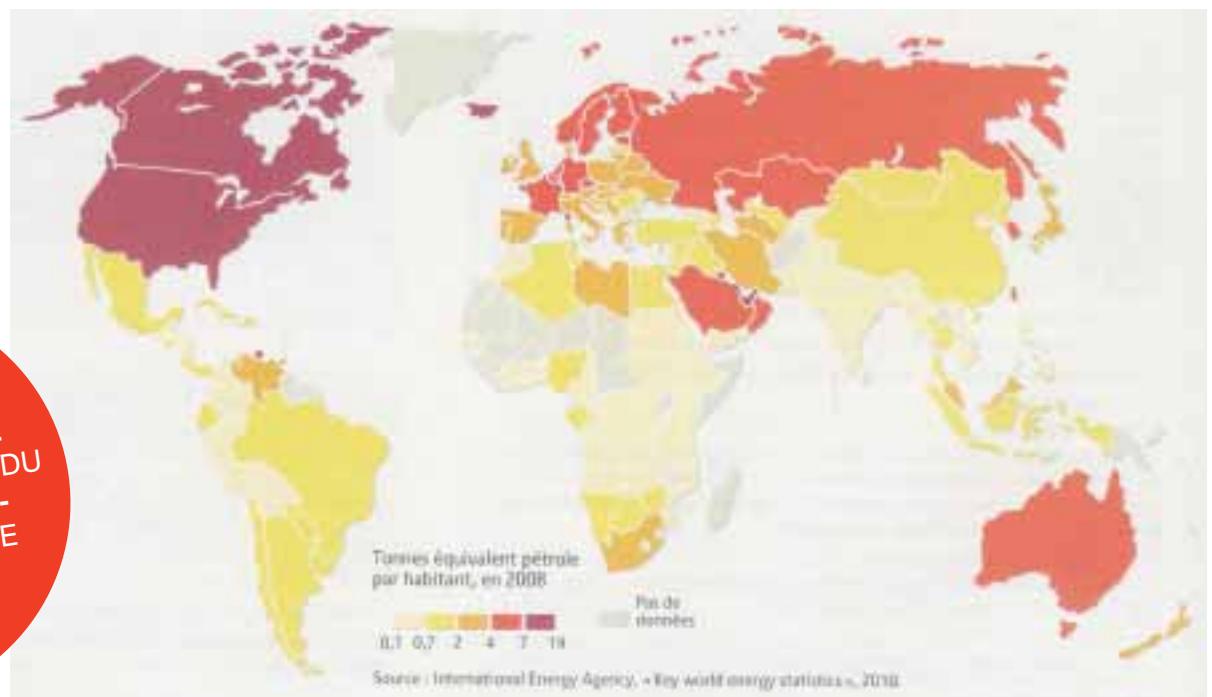
Car, entre le gisement de pétrole et le réservoir du véhicule, il faut extraire, raffiner, enrichir, transporter, transformer, et les pertes sont gigantesques. Ainsi, l'énergie finale ne représente-t-elle en moyenne que 50 à 70 % de l'énergie primaire. Selon le scénario Négawatt, il est possible de réduire de moitié la consommation mondiale d'énergie à l'horizon 2050.

Evolution des ressources en énergies primaires entre le scénario tendanciel et le scénario Négawatt



Un gisement énergétique

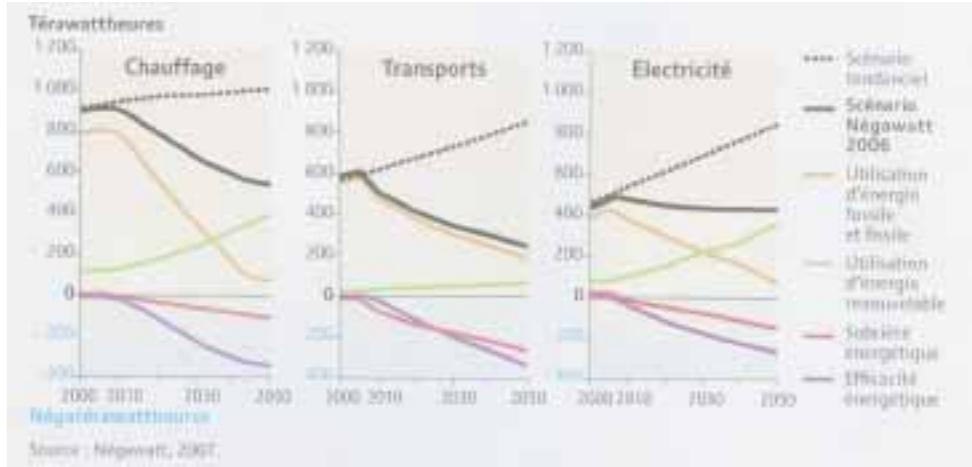
Consommation d'énergie primaire par habitant



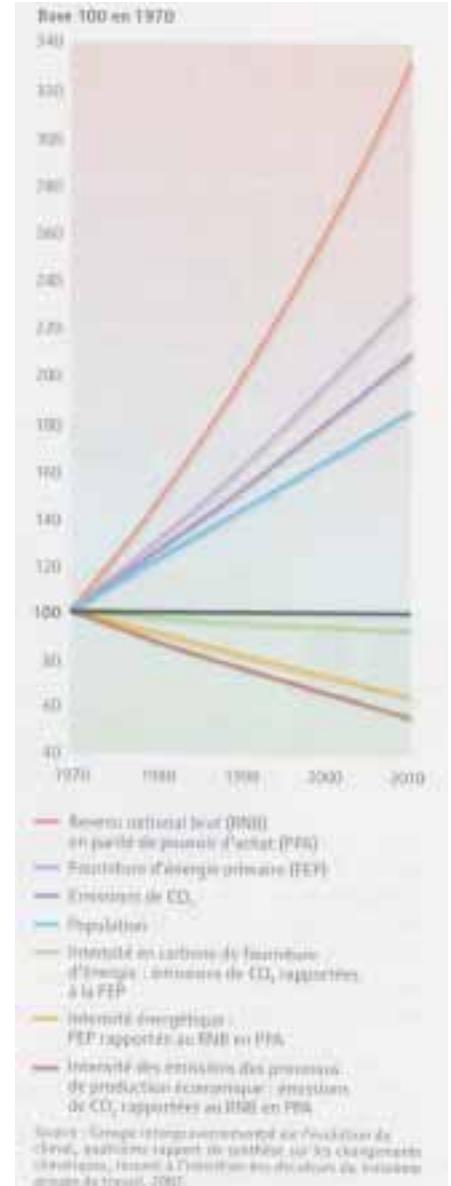
ARTICLE PARU
DANS "MANIÈRE DE
VOIR", SUPPLÉMENT DU
«MONDE DIPLOMA-
TIQUE» DU MOIS DE
FÉVRIER 2001

un choix politique

Evolution en énergies finale de la consommation d'énergie pour tous secteurs du scénario Négawatt



Développement économique et efficacité énergétique



insoupçonné

Emissions de CO₂

